

fait une règle de ne pas s'occuper des dépenses casuelles faites avant son entrée en fonction, fit une exception dans ce cas malheureux et ordonna qu'ils fussent payés de leur corvée. Je pourrais multiplier les exemples, mais il me suffit d'ajouter qu'une punition immédiate et sévère suivait toute tentative de la part d'officiers ou de fonctionnaires pour faire travailler des hommes à la corvée autrement que pour le service public.

3. Les extortions et l'iniquité florissaient, et la plupart des fonctionnaires publics étaient dignes d'une telle administration.

Il n'y a rien dans la correspondance pour justifier une pareille accusation contre Haldimand. Au contraire, la preuve qu'il a exercé la surveillance la plus attentive sur les dépenses, est convaincante. Tous les comptes paraissent avoir été examinés avec soin, et chaque fois que cela était nécessaire, des investigations spéciales étaient faites, sans égard pour la position ou l'influence des intéressés. Les mesures prises dans les cas de Cochrane, du colonel Guy Johnson et autres, en font foi amplement. Il n'y a rien non plus qui indique que les fonctionnaires publics sous Haldimand, eussent la perversité qu'on leur impute.

Il est deux événements d'un grand intérêt pour le Canada dans lesquels le général Haldimand a joué le premier rôle. L'un a été la négociation avec le Vermont pour sa réconciliation avec la couronne britannique, l'autre la réception et l'établissement de loyalistes, avant et après la fin de la guerre de la révolution américaine.

Les négociations avec le Vermont commencèrent en mars 1779, et dans le cours de cette année, Ethan Allan promit à sir Henry Clinton qu'il lèverait un corps de 4,000 hommes pour attaquer les Américains, ajoutant que les magasins étaient prêts. Clinton conseilla à Allen, vu sa proximité du Canada, de se replier sur ce pays, de coopérer avec Haldimand et d'agir sous ses ordres. Celui-ci avait déjà reçu des instructions à cet effet de lord George Germaine par une lettre datée du 10 avril dans laquelle, parlant d'une autre lettre envoyée à Clinton le 3 mars précédent, qui l'autorisait à donner des encouragements "aux habitants du pays appelé le Vermont, afin de les induire à revenir à leur allégeance," il suggère que la situation de Haldimand pourrait lui permettre un accès plus facile auprès d'eux, qu'on emploierait des agents et que Clinton et lui agiraient de concert. Dès le début, ces deux officiers conçurent les plus graves soupçons sur la sincérité des chefs du Vermont, dont les plus éminents étaient le gouverneur Chittenden, le général Ethan Allen, le colonel Ira Allen et le colonel Fay. Les négociations durèrent plusieurs années, mais la décision était toujours remise pour une raison ou pour une autre, et plusieurs procédés louches de la part des négociateurs du Vermont, tels que la remise au congrès de lettres confidentielles, dont ils expliquèrent le motif d'une manière plausible, mais non satisfaisante, n'étaient pas de nature à faire diminuer les soupçons. Voici la conclusion à laquelle on en arriva, telle qu'elle est exprimée dans une lettre de Haldimand à Clinton, en date du 2